Vendredi 11 mai 1979 – No 1 090

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité !

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

23e CONGRES DU PCF

Nouveau discours, même stratégie d'impasse

Voir articles page 3

Europe : solidarité des prolétariats et des peuples

Pour l'unité des luttes anticapitalistes contre le chômage et la répression
Pour l'unité européenne contre les menaces de guerre des deux superpuissances

MEETING

Dimanche 20 mai à 14h30
Ala mutualité (Salle B)

A l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste, du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire.

38e CONGRES DE LA CFDT

Le recentrage en question

Voir articles pages 4 et 5

Comment rester fidèle à l'idéal communiste aujourd'hui ?

DANS son rapport au 23e Congrès, Marchais a donné une large place aux idées de *démocratie, d'union dans l'action...* et *à la base*. Mais, reprenant ainsi les aspirations des travailleurs, quels objectifs leur a-t-il donnés ? « *Rééquilibrer la gauche* » au profit du PCF pour envisager « *un accord au sommet* » lors de futures échéances électorales avec ces mêmes dirigeants socialistes qu'il s'acharne pourtant à condamner.

Il poursuit ainsi une stratégie qui a déjà largement fait ses preuves par la négative. N'a-t-elle pas conduit depuis de nombreuses années les dirigeants du PCF à sacrifier à l'électoralisme la bataille de classe contre le pouvoir. N'est-ce pas au nom du Programme commun, présenté comme le remède-miracle à tous le maux, que la classe ouvrière a été entravée dans sa riposte à l'offensive du patronat et de Giscard-Barre ? Une fois les illusions tombées et les espoirs déçus, telle a été l'opinion de nombreux militants du PCF.

Ces militants dont les espérances ont été si cruellement déçues en mars 1978 ont alors tenté de réfléchir avec leur parti pour en rechercher les causes. N'ayant pas accepté que la direction du PCF se contente d'accuser Mitterrand, comment pourraient-ils tolérer aujourd'hui qu'il rejette toute responsabilité propre au PCF sur les militants et les « *illusions* » auxquelles les auraient amenés l'unité au sommet avec les socialistes.

Les artisans obstinés de ces illusions n'ont-ils pas été dans les faits, les dirigeants du PCF eux-mêmes ? Ce sont eux qui ont remis en selle, par la signature du Programme commun en 1972, ce vieux cheval de retour de Mitterrand. Et ils se sont ingéniés à enjoliver des politiciens autrefois largement discrédités dans la classe ouvrière, pour nourrir et amplifier des espérances qu'ils comptabilisaient en bulletins de vote.

Quant aux critiques adressées par de nombreux militants à l'URSS, la direction du PCF n'en a tenu aucun compte. Au contraire, le rapport de Georges Marchais consacre un réalignement sur l'URSS qui n'avait cessé de s'accentuer depuis quelques mois, en contradiction avec les quelques prises de distance manifestées dans la suite du 22e congrès.

Est-ce défendre le socialisme que de vouloir empêcher les militants de critiquer l'URSS des camps et des hôpitaux psychiatriques. C'est pourtant ce qu'a fait Marchais en présence du dirigeant soviétique Ponomarev et du représentant du régime tchécoslovaque mis en place en 1968 par les chars russes. Il s'est abrité derrière la formule de « *bilan globalement positif* » pourtant récusée avec force par nombre de militants, s'agissant de l'URSS.

De là, découle, aussi en partie, sans doute l'attitude de la direction à l'égard de l'Europe qui tend à devenir la cible privilégiée au risque de faire diversion par rapport à la lutte contre Giscard-Barre.

Comment croire sur parole, après tout cela, un parti qui se proclame révolutionnaire et prétend guider la classe ouvrière dans la lutte pour l'indépendance nationale et le socialisme.

Voilà qui donne à réfléchir et va conduire un nombre croissant de militants à remonter aux causes et à remettre en question cette stratégie .

Une stratégie qui s'oppose aux intérêts de classe sous couvert d'une « *Union du peuple de France* » dont les fins sont exclusivement électoralistes ; une stratégie qui s'appuie sur une superpuissance dont le désir est de « libérer » un jour la France de même qu'elle a « libéré » la Tchécoslovaquie.

Ces militants, ces travailleurs nous comprenons, certes, combien il leur est difficile de remettre en question les liens avec un parti avec lequel se confond leur vie militante, des années de dévouement au service de la classe ouvrière.

Mais n'est-ce pas justement dans cette volonté farouche de servir leur classe qu'ils trouveront en communistes les ressources leur permettant de prendre le chemin d'une nécessaire rupture ? C'est seulement ainsi, maintes expériences le prouvent, qu'ils pourront rester fidèles à leur idéal de communistes : poursuivre le combat avec ceux qui ont rompu, il y a déjà longtemps avec le vieux parti et fondé le Parti communiste marxiste-léniniste.

Depuis dix ans, ce parti, notre parti a repris le flambeau. Ses liens avec la classe ouvrière se renforcent dans la mise en œuvre de la stratégie *classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie*.

La seule qui permette à la classe ouvrière de remporter des succès réels contre le patronat et le gouvernement Giscard-Barre, de reconstruire pas à pas son unité pour pouvoir un jour en finir avec l'exploitation capitaliste dans le cadre d'une France socialiste et indépendante des superpuissances.

Ce parti, encore bien petit, c'est lui qui représente aujourd'hui l'avenir, les intérêts de la classe ouvrière et de tous les exploités.

Militants du PCF, c'est ce parti que nous vous appelons à renforcer en nombre et en expérience. Nous vous proposons de mieux le connaître en discutant avec nos militants en confrontant points de vue et expériences, et en luttant avec lui contre le patronat, le gouvernement Giscard-Barre et contre toutes les entreprises impérialistes des deux superpuissances.

Jean QUERCY

Le Minsk, deuxième porte-avions soviétique, a doublé mi-avril le Cap de Bonne Espérance pour se rendre dans l'océan Indien où l'attendaient déjà quelque 24 bâtiments de guerre soviétiques. Le Minsk, qui devrait ensuite faire route vers l'Asie du Sud-Est, était accompagné de deux croiseurs lance-missiles et surtout de l'Ivan Rogov, le plus gros navire soviétique de débarquement. Comme son jumeau, le Kiev, qui mouille dans l'Atlantique, le Minsk est doté d'avions à décollage vertical et jauge 40 000 tonnes. Jusqu'à il y a deux ans, la flotte soviétique ne possédait pas de porte-avions, navires essentiellement offensifs. Plusieurs autres du même type sont actuellement en chantier.

ARMEE SOVIETIQUE

Pour la défense ou pour l'attaque ?

« *LES conceptions léninistes du rôle décisif de l'offensive dans un conflit armé se retrouvent dans la conception militaire soviétique, qui considère l'offensive comme le mode fondamental des actions armées des troupes* » (Brochure soviétique : *La pensée militaire soviétique : l'offensive*).

« *La doctrine militaire soviétique est par essence offensive* » (Manuel de l'officier écrit par le général Sidorenko. Publié à Moscou).

« *Dans la question de la stratégie maritime dominait le point de vue de ceux qui pensaient que dans une guerre à venir, la flotte devait se cantonner à des tâches de défense. La conséquence en fut que même dans les circonstances nouvelles, alors que notre flotte était capable de mener des actions armées en dehors des eaux territoriales, les traditions de la théorie de "la petite guerre" ont été maintenues. Dans la stratégie maritime dominait le point de vue que les forces maritimes devaient être utilisées pour la défense et la flotte elle-même fut considérée comme un facteur de défense* » (Critique adressée à la stratégie maritime passée de l'URSS par le commandant en chef de la flotte soviétique, Korchkov : « *L'URSS, puissance maritime* » — livre publié à Moscou).

Débat sur les droits de l'Homme à l'ONU

LE 27 avril, un débat sur les droits de l'homme a eu lieu à l'ONU. De nombreux représentants du tiers monde ont condamné les régimes racistes d'Afrique du Sud et d'Israël pour avoir pratiqué l'apartheid et le sionisme qui vont à l'encontre des droits de l'homme. Des représentants du tiers monde ont également indiqué que les peuples d'Afrique du Sud, de Rhodésie, de Namibie et les peuples arabes en territoires occupés doivent jouir des droits à l'autodétermination, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à la souveraineté.

Certains pays ont aussi condamné l'Union soviétique pour avoir soutenu le Vietnam dans son agression contre le Cambodge. Dans son intervention du 3 mai, le représentant du Cambodge, Chan Youran, déclarait que l'agression vietnamienne au Cambodge constitue « *l'action la plus flagrante et la plus barbare des droits de l'homme au Kampuchea.* »

« *Les crimes collectifs commis au Kampuchea par les 150 000 agresseurs vietnamiens et plusieurs milliers de conseillers soviétiques, dotés d'équipements militaires soviétiques les plus sophistiqués et les plus meurtriers, ont été dictés par leur politique d'extermination du peuple et de la nation du Kampuchea* » a-t-il dit.

Il a poursuivi : « *Les crimes commis par les expansionnistes vietnamiens et soviétiques au Kampuchea sont à comparer au moins avec ceux des régimes racistes de Prétoria et de Salisbury contre les peuples africains, et d'Israël contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes* ».

CNUCED : pressions pour essayer de diviser le tiers monde

LORS de la seconde journée de la CNUCED, René Monory intervenant à la fois au nom de la CEE et de la France a demandé que les pays du tiers monde qui ont atteint « *un certain stade d'industrialisation* » soient intégrés « *à égalité de droits et de devoirs* » dans les relations commerciales mondiales. En clair, cela reviendrait à les soumettre aux tarifs douaniers en vigueur entre pays industrialisés. Parlant au nom du « groupe des 77 », le représentant tanzanien s'est opposé à cette manœuvre de division des pays du tiers-monde en fonction de leur niveau d'industrialisation.

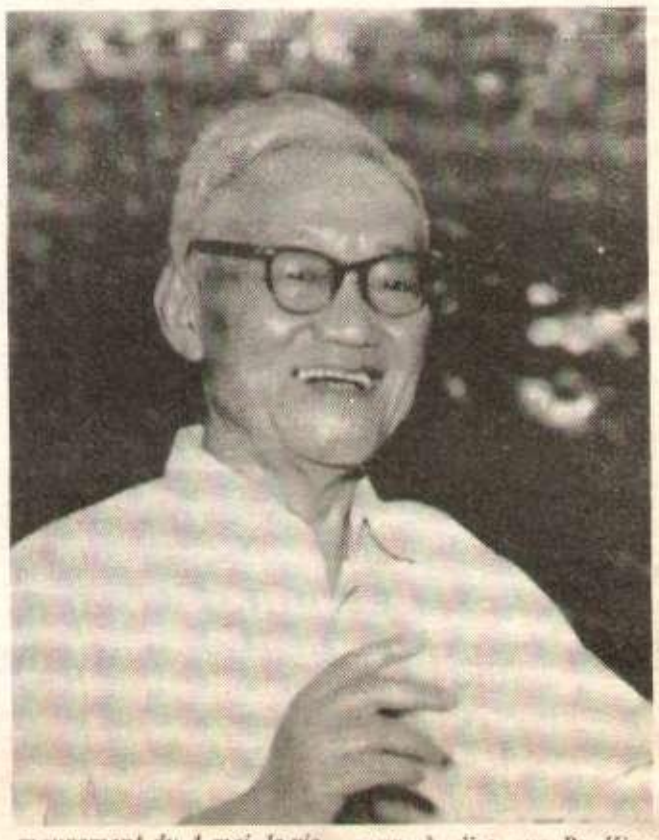
ARGENTINE

Enlèvement de la responsable de la commission des disparus

APRES avoir arrêté des syndicalistes, organisateurs de la grève générale qui a eu lieu le vendredi 27 avril, la dictature de Videla vient de frapper un nouveau coup en organisant l'enlèvement de Thelma Doroty Jara de Cabezas, la responsable de la commission des disparus en Argentine. C'est elle aussi qui animait les rassemblements des femmes et mères de disparus qui viennent chaque jeudi, place de Mai à Buenos-Aires pour exiger des informations sur le sort de leurs maris ou de leurs enfants.

L'écrivain chinois Pa Kin à Paris

L'un des plus grands de notre temps



UN écrivain chinois est actuellement en visite en France. Pas n'importe quel écrivain : « *L'un des trois ou quatre plus grands écrivains vivants de sa génération* », comme l'écrivait récemment le journal le *Monde*. Un écrivain dont on dit dans les milieux littéraires qu'il pourrait se voir attribuer prochainement le Prix Nobel de littérature.

Il s'agit de Pa Kin de « *Nuit glacée* », du « *Jardin du repos* », et de « *Famille* » qui vient juste de sortir en France. Des pages entières lui ont été consacrées dans des journaux aussi divers que le *Figaro magazine*, le *Monde*, le *Matin*, l'*Humanité*... Tous saluent le retour de l'écrivain. Un retour à plus d'un titre.

D'abord, parce que ce n'est pas la première fois que Pa Kin séjourne en France : ses premières armes d'écrivain, il les fit à Paris dans les années 1920.

Mais surtout, parce que Pa Kin « revient » à la création littéraire après onze ans de silence imposé.

En effet, il avait eu le malheur de naître dans une riche famille de mandarins lettrés, il s'était pris d'enthousiasme pour la pensée anarchiste dans les années 1920 (d'où son pseudonyme, Pa Kin, en référence à Bakounine et Kropotkine), il avait décrit dans son roman « *Famille* » le despotisme des grandes familles féodales d'avant 1949 : il n'en fallait pas plus, au temps où Jiang Quing (la femme de Mao) régnait en impératrice sur le monde des arts, pour être taxé de « *digne descendant de la classe des propriétaires fonciers* », d'« *ancêtres de l'anarchie en Chine* »...

Alors Pa Kin, une « *sommité réactionnaire* » ?

Laissons lui la parole pour nous parler de son grand roman « *Famille* » : « *J'ai écrit, il y a 46 ans, ce roman qui peint telle qu'elle était, peu après le mouvement du 4 mai, la vie des jeunes Chinois dans le système de la famille féodale et despotique, leurs épreuves et leurs luttes (...) Au cours de mon enfance, j'ai souvent vu, de mes propres yeux, dévaster la destinée de jeunes gens merveilleux et leurs larmes et leurs gémissements m'ont bouleversé. Je me suis juré plus d'une fois de ne jamais être l'esclave d'une famille féodale et de me dresser contre ce système criminel qui approchait de son terme (...) Aujourd'hui, quand je relis cette œuvre ancienne, elle me touche tout aussi profondément. D'un côté, je crie ma joie devant la vie heureuse et l'avenir rayonnant des jeunes de la Chine nouvelle et de l'autre, je pleure sur le souvenir de ceux dont la fleur de l'existence a été arrachée par la tempête et qui ont été écrasés par la vieille société comme par une roue* ». (Septembre 1977).

Il y aurait encore beaucoup à dire sur Pa Kin : comment ses meilleures œuvres datent d'avant la Libération, parce que, comme il le dit lui-même, il ne sait *bien* parler que des choses qu'il a vécu *personnellement*, et donc plus chargées d'émotion ; comment après 1949, il a voulu changé de style (au détriment de la qualité) pour parler non plus des souffrances, mais de la nouvelle société ; comment aujourd'hui, il a décidé de retourner aux sources de ses premières créations.

En effet, dans son prochain roman « *Une paire de beaux yeux* », les éléments autobiographiques retrouveront une place de choix puisque Pa Kin y portera témoignage d'une période qui lui fut si douloureuse : le règne de la Bande des Quatre. Nul doute que les souffrances endurées redonneront à l'œuvre de Pa Kin le souffle tragique qui l'avait rendu célèbre.

Claude LIRIA

Rencontre PCML - EKKE (Grèce)

LES 20, 23 et 24 avril a eu lieu à Paris une rencontre entre le camarade Petros Stangos, membre du bureau politique du Comité central du Mouvement communiste révolutionnaire de Grèce, EKKE, et un membre du bureau politique du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML). Cette rencontre était le résultat du souhait mutuel des deux partis. Les discussions se sont déroulées dans un climat fraternel et de camaraderie sur la base de l'égalité, de l'indépendance et du respect mutuel des deux partis. Elles étaient fondées sur les principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong, l'acceptation de la théorie des trois mondes et de la lutte pour le socialisme.

Ces discussions qui ont été positives et constructives ont permis d'échanger les expériences des deux partis sur les luttes de classe et la lutte pour la défense de l'indépendance nationale de la classe ouvrière et du peuple des deux pays.

Les principaux sujets qui ont été discutés concernaient l'histoire et les luttes menées par les deux partis, la situation internationale et le danger d'explosion d'une nouvelle guerre mondiale et de guerres régionales, la situation politique en France et en Grèce (et aussi aux Balkans, la mer Egée et Chypre) sous l'angle de la rivalité des deux superpuissances et surtout, l'accentuation de l'agressivité du social-impérialisme russe, les positions respectives des deux partis sur la question de la CEE, le rôle et la nature des partis révisionnistes dans les deux pays et l'unité du mouvement communiste international marxiste-léniniste.

Les deux côtés expriment leur volonté de continuer ce premier pas et d'approfondir leur connaissance et leurs relations à l'avenir, au service de la lutte commune.

23e CONGRES DU PCF

Changement dans la continuité

« La démocratie poussée jusqu'au bout, dans toute la vie sociale, dans toutes ses dimensions, c'est bien la réponse efficace, moderne, révolutionnaire aux problèmes du pays » proclame Marchais dans son rapport au 23e congrès.

Toujours plus de démocratie, c'est très bien quand justement avec la domination des monopoles sur le pays, on assiste à une concentration toujours plus grande du pouvoir, à un renforcement constant de l'appareil d'État bourgeois. Mais comment atteindre cette démocratie pour les travailleurs ? L'expérience de la lutte de classe, celle accumulée au cours de plus de cent années de lutte de la classe ouvrière le montrent : il faut détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, car tant qu'existera cet instrument de domination de la classe capitaliste, demeureront également l'exploitation et l'oppression pour le peuple.

Cette voie révolutionnaire, le PCF l'a abandonnée depuis qu'il a opté pour une stratégie de transition pacifique au socialisme.

CHANGEMENT dans la continuité, voilà comment on pourrait définir les révisions de ligne politique auxquelles se livre le PCF à l'occasion de son 23e Congrès. L'histoire est somme toute assez simple. Depuis 1964, et plus particulièrement depuis 1972, date de la signature du Programme commun, le PCF s'est fixé, comme moyen d'accéder au pouvoir, le *« rassemblement majoritaire de notre peuple »* c'est-à-dire l'alliance électorale des partis de la gauche.

LE PROJET POLITIQUE DU PCF

Cette stratégie de conquête de l'appareil d'État bourgeois que le PCF prétend fallacieusement pouvoir démocratiser est mise au service d'un projet politique original. Une prise de contrôle directe et massive des entreprises capitalistes par l'appareil d'État dans lequel il serait solidement installé, voilà l'objectif du PCF.

Grâce à ces nationalisations « démocratiques », la bourgeoisie capitaliste aujourd'hui en place se trouverait largement supplantée sans que le système d'exploitation capitaliste, lui, ne soit même égratigné. Au contraire.

Bien entendu, la mise en œuvre d'une telle politique suppose que le PCF accède au pouvoir dans les conditions où il soit maître du jeu. Cette maîtrise du jeu, le PS la veut pour lui et l'Union de la gauche n'a jamais été autre chose pour les dirigeants socialistes que la possibilité d'utiliser le PCF comme un marchepied vers le pouvoir.

Comme le dit Marchais *« en signant le Programme commun, le Parti socialiste s'est en quelque sorte vu décerner un label de parti révolutionnaire »*. Chacun le sait, c'est le PS qui a tiré tout le bénéfice de cette alliance. Ce qui fait dire à Marchais qu'*« au fur et à mesure qu'il s'est renforcé, en captant à son profit l'aspiration à l'union et au changement, le Parti socialiste s'est écarté des engagements pris en 1972 »*.

On sait aujourd'hui que dès juin 1977, les dirigeants du PCF avaient fait leur compte et pris la mesure de l'avance acquise sur eux par le PS. Dès lors, l'expérience ne valait sans doute plus la peine d'être tentée dans d'aussi mauvaises conditions... Ce fut le temps des polémiques et de l'échec que Marchais impute sans aucune pudeur aux travailleurs coupables de s'être fait des illusions. *« L'union autour du Programme commun, considérée à tort comme avant tout une union de sommet a eu un certain effet démobilisateur »*.

ET MAINTENANT ?

Aujourd'hui que se propose de faire le PCF ? Marchais déclare : *« Nous ne sommes nullement décidés pour notre part, à faire quoi que ce soit qui conduirait une nouvelle fois les travailleurs à la déception à la défaite »*. Entend-il par là renoncer à sa funeste stratégie ? Nullement. La leçon majeure tirée de l'échec c'est *« que le déséquilibre qui s'est instauré à notre détriment a favorisé le jeu désastreux du parti socialiste »*. Dès lors, *« rééquilibrer la gauche dans le bon sens est donc un impératif, une clé du combat pour l'union et le changement »*.

EN ROUTE VERS DE NOUVELLES AVENTURES

L'objectif défini par ce 23e Congrès peut se résumer à une chose : renforcer le PCF. A partir de là la direction pourrait renégocier des accords de sommet et... « en route pour de nouvelles aventures ».

C'est à cet objectif qu'il faut rapporter les déclarations sur la *« priorité absolue »* qu'il faut accorder *« à l'union dans l'action, à l'union que réalisent à la base les luttes des travailleurs et de la population »*.

Le fait que l'objectif central soit le renforcement du PCF — Marchais promet un million d'adhérents dans les années qui viennent —, le rééquilibrage à son profit se trouve confirmé par le néant de la voie au socialisme décrite par Marchais.

Alors que le PCF a répété, pendant des années et en particulier pendant toute la polémique sur la réactualisation, qu'en dehors d'un *« seuil minimum »* de *« réformes de structure »* rien ne changerait, Marchais explique aujourd'hui *« qu'il faut envisager un processus de rupture »*, une *« suite de luttes de masse »* imposant *« des transformations démocratiques toujours plus poussées qui créeront les conditions d'un passage au socialisme »*. Ailleurs, dans un style qui n'a rien à envier au « réalisme » d'Edmond Maire, il explique : *« tout ce qui peut être obtenu doit l'être. Tout pas en avant possible doit être franchi. Tout acquis est une position nouvelle pour avancer dans la construction des changements démocratiques plus profonds que nous voulons conquérir »*.

Qu'est-ce à dire sinon que le PCF n'inscrit pas — et ne peut pas inscrire — à son ordre du jour la conquête du pouvoir bourgeois dans un proche avenir. Pour autant la stratégie reste la même.

Elle emprunte un chemin et poursuit un but qui sont exactement à l'opposé d'une prise du pouvoir par les exploités.

Pierre MARCEAU

En 1969, les dirigeants du PCF introduisaient une étape de « démocratie avancée » pour tenter de justifier d'un point de vue théorique, dans le *Manifeste de Champigny*, la possibilité d'une voie « originale » de « passage pacifique au socialisme » en France et faire accepter par les militants l'abandon de fait de la voie révolutionnaire. Dans le rapport au 23e congrès, cette notion sur laquelle ils se sont appuyés depuis plus de quinze ans est remplacée par celle de *« transformations démocratiques toujours plus poussées »* qui permettraient, par un *« processus de rupture »* continu de parvenir au socialisme.

Un langage qui ressemble étrangement à celui dont se servent Maire et Rocard dans leur œuvre d'aménagement du capitalisme.

Pendant cinq heures, mercredi, les délégués au XXIIIe congrès du PCF ont entendu le rapport de Marchais. Moment important puisqu'il était censé faire le point après les intenses débats des militants suite à l'échec électoral de mars 1978.

Mais, en fin de compte, les travailleurs, les militants, sinon les délégués, resteront sur leur faim. Sur le plan intérieur, Marchais n'a pas avancé de stratégie nouvelle pour la prise du pouvoir et l'instauration du socialisme. Et sur le plan international, l'élément essentiel est la confirmation du *« bilan globalement positif »* de l'URSS et le réalignement sur les positions soviétiques.

Le représentant soviétique, Ponomarev, lui, n'a pas dû être mécontent.

Réalignement sur l'URSS

Le PCF et les questions internationales

LA partie du rapport de Marchais concernant la situation internationale n'apporte pas d'élément nouveau par rapport aux tendances qui se dessinent dans la politique du PCF depuis plusieurs mois.

Derrière la réaffirmation de grands principes, tels que la *« souveraineté des nations »*, *« l'indépendance »*, la *« non-ingérence »*, la *« paix »*, etc. transparaît, dans toutes les questions concrètes, le réalignement du PCF sur les positions soviétiques.

Ceci est net en ce qui concerne la question du régime intérieur soviétique. Marchais reprend la thèse du *« bilan globalement positif »* en affirmant que *« la réalité essentielle de ces pays est avant tout d'avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme »*. Affirmation démentie, ne serait-ce que par les violentes luttes des ouvriers soviétiques ou polonais contre leurs nouveaux patrons.

Ceci est net sur les grandes questions internationales abordées (Europe, Chine) où n'apparaît pas l'ombre d'une divergence avec Moscou.

Et ceci est aussi net sur la question de *l'eurocommunisme*, que Marchais ne rejette certes pas, mais qu'il vide de son contenu critique à l'égard de l'URSS.

Marchais a beau indiquer qu'*« il y a, sur ces grandes questions du passé, du présent et de l'avenir, matière à réflexion sérieuse et approfondie »*, ses déclarations ne sont guère de nature à apporter des réponses dignes de ce nom aux interrogations de nombreux militants du PCF.

Recul de l'eurocommunisme

MARCHAIS continue de se référer à l'*« eurocommunisme »*. Mais quelle définition restrictive il en donne quand il déclare que c'est une tendance qui place *« le développement de la démocratie au centre des voies au socialisme »* et qu'il affirme qu'*« il n'est tourné contre aucun autre parti »* !.

Car chacun sait que l'eurocommunisme est né d'une volonté d'indépendance par rapport à Moscou et d'une critique du *« modèle soviétique »*. En ce sens, il est bien dirigé — au moins en partie — contre Moscou. Les déclarations récentes des leaders des partis italien et espagnol, Berlinguer et Carrillo, ne laissent aucun doute à ce sujet.

Marchais est nettement en retrait par rapport à eux.

Suite page 4

Comment on devient communiste en Tchécoslovaquie

Une délégation du parti tchécoslovaque assiste au 23e congrès du PCF. Qui représente-t-elle ? Comment adhère-t-on à ce parti ? Comment Husak a-t-il fait pour combler le vide laissé par les 500 000 militants éliminés depuis 1968 ? Nous publions ci-dessous un témoignage concret, un simple témoignage – mais n'est-il pas édifiant ?

DANS l'entreprise X, à Prague, le directeur, bien évidemment membre du parti, reçoit l'ordre de recruter deux nouveaux membres, un ouvrier et une jeune fille. Comme il n'y a pas d'ouvriers dans cette entreprise, le directeur doit se rabattre sur un technicien.

Il en choisit un, le convoque dans un bureau et lui propose d'adhérer.

— Le technicien : *Mais qu'est-ce que cela va me rapporter ?*

— Le directeur : *Eh bien, vous pourrez avoir des responsabilités syndicales, vous avancerez plus vite dans votre carrière et vous aurez des primes supplémentaires...*

Alléché par ces quelques avantages, le technicien accepte d'adhérer au parti.

Puis le directeur convoque une jeune fille et lui fait la même proposition.

— *Mais je ne suis pas communiste*, lui répond la jeune fille, *je n'ai pas l'idéologie communiste, je suis chrétienne... Et ma famille ne serait certainement pas d'accord.*

La discussion est vive. A bouts d'arguments, le directeur lui lance :

— *Écoutez, moi, il faut que je recrute une jeune fille pour le parti. Si vous ne voulez pas, il va falloir que j'embauche quelqu'un d'autre à votre place... Et je vais être obligé de vous licencier...*

Toute la nuit qui suit, la jeune fille pleure à chaudes larmes. Le lendemain, la mort dans l'âme, elle accepte, pour ne pas perdre son emploi et devient, elle aussi, contre son gré, membre du parti.

(Témoignage communiqué oralement par un opposant tchécoslovaque.)

Suite de la page 3

Un même langage

DANS son rapport, Marchais a repris la thèse du « *bilan globalement positif du socialisme en URSS* ». Dans les faits, cela l'amène à s'aligner entièrement sur les positions des dirigeants soviétiques, telles que les exprimait par exemple Ponomarev, secrétaire du Parti soviétique pour les relations internationales, à la Conférence des partis communistes à Sofia en décembre dernier.

Ainsi, Marchais évoque les « *progrès* » de la démocratie en URSS : « *Aucun doute ne peut être émis sur le fait que ces progrès de la démocratie sont bien à mettre à l'actif du socialisme lui-même* ».

De même, Ponomarev disait à Sofia : « *L'expérience démontre que la démocratie socialiste se perfectionne de manière constante.* »

Certes, Marchais évoque aussi « *les écarts sérieux et graves qui existent aujourd'hui dans les pays socialistes entre la réalité et ce que pourrait être, ce que devrait être d'ores et déjà la démocratie socialiste* ».

De la même façon que Ponomarev disait à Sofia : « *Nous sommes loin d'affirmer que nos acquis en matière de démocratie, de droits et de libertés soient aussi grands qu'ils pourraient être. Nous avons encore dans ce domaine des problèmes et des insuffisances et le parti travaille en permanence à les résoudre et à les surmonter* ».

Bref, pour Marchais comme pour Ponomarev, question démocratie, ça ne va pas si mal... et ça va s'arranger.

Deux affirmations démenties par tous les témoignages — et ils abondent — en provenance d'URSS, notamment ceux des fondateurs du syndicat indépendant

Sur l'Europe ...

PAS grand chose de nouveau sur les grandes questions internationales, comme l'Europe, ou l'appréciation de la politique chinoise.

Sur l'Europe, Marchais répète des grandes phrases (« *Nous luttons pour une Europe démocratique, de progrès économique et social, ouverte sur le monde, indépendante et pacifique* ») Mais il confirme son opposition à l'intégration européenne et à l'élargissement de l'Europe. Il confirme aussi l'axe anti-allemand de la campagne du PCF : « *Nous récusons toute perspective de faire de l'Allemagne de l'Ouest le modèle ou le suzerain de la France* ».

Et sur la Chine

SUR la Chine, Marchais apporte le « *complet assentiment* » du PCF à la politique de « *souveraineté nationale* » de la République populaire... mais pour dénoncer aussitôt sa politique qui « *désigne l'Union soviétique comme l'ennemi principal* » et l'accuser d'« *agression injustifiable* » envers le Vietnam...

Rien, sur ces deux points, qui ne diffère de la position soviétique. J.S

38e CONGRES DE LA CFDT

Le recentrage en débat

De notre envoyé spécial Gilles CARPENTIER

Une longue séance de travail pour la deuxième journée du congrès CFDT : c'était la fin de la discussion générale sur le rapport d'activité. Au total, près de 80 délégués sont intervenus à la tribune. Cette deuxième journée du débat fut tout aussi animée que la première et les intervenants montrèrent de nombreuses interrogations. Interrogations sur la ligne confédérale, mais aussi interrogations sur la crise, sur les plans patronaux, sur comment en sortir.

A plusieurs reprises, la question de la démocratie est venue au premier plan, soulevant tour à tour protestations et sifflements lorsque par exemple le représentant des métaux Nord-Pas-de-Calais a attaqué les « suspendus » d'Usinor-Dunkerque et applaudissements chaleureux quand le syndicat des métaux d'Orléans a présenté la motion de soutien signée par 150 syndicats et jugée irrecevable, néanmoins par la direction du congrès.

Pour l'instant, aucun vote n'a eu lieu, les premiers ce feront sur le rapport d'activité jeudi. Ils se prononceront sur le quitus à la direction confédérale.

EXTRAIT DE L'INTERVENTION DE LA FEDERATION HACUITEX AU 38e CONGRES

« Le recentrage n'est pas une réponse à la situation. Concrètement il se traduit par une volonté de resyndicaliser l'action de la CFDT en lui donnant des objectifs précis et négociables, tout en refusant des actions de contestation globale et de nature politique. C'est de fait laisser le terrain politique libre pour les seuls partis alors que le 35e congrès donnait une dimension politique à l'action syndicale. Pour obtenir des résultats dans une situation de crise cette stratégie nous conduit à baisser la barre de nos revendications, à faire des propositions sur l'indemnisation du chômage, sur le réaménagement du temps de travail, à signer des accords qui remettent en cause des acquis comme les 90 %, à admettre que la compensation de salaire en cas de réduction du temps de travail ne doit pas être totale et pèse sur les gains de productivité »

EXTRAIT DE L'INTERVENTION DE LA CONSTRUCTION-BOIS DU RHONE ET SAINT-ETIENNE

« (...) Plus grave encore est que prenant prétexte des difficultés de l'heure, la nouvelle orientation recherche des résultats revendicatifs sans œuvrer à un réel rapport de force, ceci conduit logiquement à réviser en fait toutes les séries d'objectifs. D'où un cahier revendicatif timoré et inquiétant. Ainsi que présente le paragraphe 5 du chapitre sur la politique d'action de la CFDT présenté par Albert Mercier dans Syndicalisme Hebdo, numéro 1 731 qui se traduit par :

« — Un recul sur le SMIC

(Des minimas professionnels nationaux par branche la métallurgie donnant l'exemple des négociations éclatées)

— Recul sur l'indemnisation du chômage (accord signé récemment)

— Recul sur « Vivre et travailler au pays », sur « Pas un seul licenciement », auxquels se substitue la garantie de reclassement ».

On rechercherait en vain dans la résolution la précision que la revendication des 35 heures est exigée sans perte de salaire.

Nous sommes réalistes, mais il y a deux manières d'être réalistes :

— Soit, on le trouve trop, on jette l'éponge et c'est la politique du grapillage, du sur place ;

— Soit, on prend la mesure des difficultés, on s'attache à construire pas à pas tous les échelons qui nous permettront de franchir le mur »

EXTRAIT DE LA METALLURGIE D'ORLEANS

« (...) Notre préoccupation, c'est aussi que des militants de section ont rencontré pas mal de difficultés dans l'étude du rapport d'activité, difficultés accentuées par des délais trop courts. En quatre semaines, il fallait avoir lu, compris, discuté, amendé et bien entendu continué le travail syndical. Cette préparation nous amène à nous interroger sur ce qui ressortira du congrès, sur l'après-congrès : car, d'une part, comment les adhérents et même certains responsable de sections vont-ils s'emparer des résultats du congrès et d'autre part, comment le congrès peut-il répondre à leurs préoccupations, puisque d'une façon générale, ils n'ont pas été partie prenante de sa préparation (...)

A PROPOS DE LA POLITIQUE ARTICULÉE

De ce point de vue, l'effort de solidarité avec les sidérurgistes devrait s'amplifier. A la base, que signifie l'action articulée. Nous nous le demandons, car ce qui compte pour nous, c'est résister plus que jamais sans concession aucune avec le patronat, c'est élargir le rapport de force, c'est mobiliser, organiser la lutte pour la satisfaction de nos revendications, autant dire que nous ne voyons pas là-dedans ce que signifie l'action articulée.

Enfin, comment avons-nous contribué à développer la lutte pour la démocratie dans le syndicat ?

Nous avons porté nos efforts dans trois domaines qui peuvent être présentés sous les chapitres suivants :

— Le rôle du syndicat dans le travail d'unification de sa section autour d'une orientation d'action, de principes de fonctionnement et de méthodes de réflexion (...)

— Le rôle des adhérents dans le fonctionnement et l'élaboration collective ;

— Nos rapports avec les militants, entre militants, responsables de structures. »

JEUDI MATIN

Le premier vote du congrès vient d'avoir lieu. Il a porté sur le rapport financier. Les délégués ont pu constater que l'abstention n'est pas prévue. Sans commentaire...

Echos de la table de presse du congrès

Dans le courant de la matinée de mardi, la table de presse du congrès était alimentée en *Humanité*, et *le Télégramme de Brest*, deux journaux supplémentaires en plus des quatre présents jusque là.

Les syndicalistes tenant la table de presse, déjà harcelés de protestations, le furent encore plus pour l'absence des autres journaux.

Par ailleurs, une pétition circulait dans le congrès pour protester contre cet état de fait. La table de presse reçut aussi la visite de Chérèque qui protesta lui aussi : *la Croix* n'était pas présente. Il faut dire qu'il y avait dedans une interview de lui.

C'en était tout de même trop pour les militants de la table de presse déjà excédés et pas d'accord avec cette situation. Leur intervention énergique, ajoutée à toutes les protestations, a arraché la décision : une table de presse nettement plus ouverte dès mercredi.

Le problème de la section d'Usinor-Dunkerque posé devant le congrès

Article commun
Quotidien du peuple - L'Humanité rouge

Brest : à la porte du congrès, la section CFDT d'Usinor-Dunkerque proteste contre son exclusion

DES le premier jour du congrès, la question avait été abordée le matin dans l'intervention d'un groupement de 14 syndicats parisiens et l'après-midi dans l'intervention du SGEN de Lyon (on pourra lire ici un extrait de son intervention).

En quelques heures, ce jour-là, une motion d'ordre **concernant l'affaire avait recueilli plus de 130 signatures (*) avant d'être refusée par le bureau de séance du congrès. Elle continuait, elle continue à en recueillir.**

Le mercredi matin encore, plusieurs intervenants en ont parlé mais c'est à la réouverture de la séance à 14 h 30 qu'elle devint une affaire de premier plan. L'affaire, c'est celle de la section Usinor-Dunkerque, suspendue en pleine grève, en pleine lutte dans la sidérurgie contre les licenciements et la restructuration. A 14 h 30, le syndicat des Métaux d'Orléans montait à la tribune. Après avoir parlé de la préparation du congrès, après avoir donné son point de vue — critique — sur la ligne confédérale (tout en précisant : je voterai, quoique sans enthousiasme le rapport d'activité), ce syndicat étant à l'initiative de la motion sur Usinor-Dunkerque, il a développé sa conception de la démocratie dans le syndicat ; on lira ci-dessous la fin de son intervention.

Quand il expliqua les raisons de principe de sa motion et qu'il conclut en redemandant un vote du congrès, ce furent des applaudissements prolongés, secouant la salle et une partie des délégués scandèrent pendant plusieurs minutes « *Usinor, Usinor, Usinor* ». Combien de délégués se sont ainsi dressés ? Un quart, un tiers ? C'est difficile à apprécier. Mais à voir comment Jacques Chérèque se démène auprès des syndicats signataires de la motion, auprès des délégués, on peut être sûr que nous ne sommes pas les seuls à en considérer le poids !

Suite page 5

Suite de la page 4

RÉGLER UNE DIVERGENCE NE SIGNIFIE PAS SUSPENDRE UNE SECTION

Extrait de l'intervention du syndicat d'Orléans :

« (...) Il existe des divergences, des problèmes et nous devons les régler. Mais régler une divergence ne signifie pas suspendre ou dissoudre la ou les sections qui ne sont pas d'accord. Cela exige de la patience, c'est-à-dire des rapports de confiance, cela exige d'examiner avec honnêteté les différents points de vue et de travailler à l'unité sur des objectifs conformes aux travailleurs.

A ce propos, c'est le sens de la motion d'ordre déposée par notre syndicat sur Usinor-Dunkerque. Je vais vous lire cette motion :

" Étant donné la place qu'occupe l'industrie sidérurgique dans le plan de restructuration du gouvernement Barre et sans présumer de la décision du syndicat de la métallurgie de Dunkerque concernant les problèmes internes et propres à la section d'Usinor-Dunkerque, les délégués au 38e congrès demandent que Claude Bernard, élu délégué par son syndicat le 29 mars au congrès confédéral, puisse exprimer devant le congrès le point de vue des travailleurs d'Usinor-Dunkerque et des métallos de la région sur le rapport d'activité dans le cadre de la discussion générale ".

Cette motion, camarades, a été soutenue par plus de 150 syndicats, mais ce n'est pas pour autant qu'elle a été retenue et soumise au vote du congrès. Cette motion a été jugée irrecevable en raison du reglement intérieur. Pensez donc, camarades, à ce que représentent plus de 150 syndicats ! Cela me semble grave par rapport au fonctionnement démocratique de la CFDT. Un dernier mot enfin. Il ne s'agit pas pour nous ni d'un soutien à une personne ni d'une attitude sentimentale, comme l'a déclaré hier Michel Rolant à la presse. C'est à notre avis une attitude, un principe de classe : on ne suspend pas une section syndicale alors qu'elle est en pleine grève et en pleine lutte, d'autant plus quand cette lutte pour l'emploi, contre les assassins que sont les maîtres de forges, a un caractère national, comme c'est le cas pour la lutte des sidérurgistes actuellement ».

NÉGATION DES PROBLEMES SYNDICAUX

Intervention du SGEN de Lyon. Parlant des « sanctions », exclusions, suspensions, le représentant du SGEN-Lyon déclarait :

« En résumé, l'étape de normalisation correspond à des problèmes de politique syndicale, d'une situation politique, de pratiques syndicales, de démocratie dans la CFDT. Mais comment cela se passe-t-il ?

En premier lieu, les problèmes de politique syndicale sont complètement niés. La normalisation se fait sur des problèmes de fonctionnement, d'application des statuts, avec l'appui d'interventions directes de structures "supérieures" : région, fédération, confédération..., avec des pressions diverses (...). Ceci provoque le découragement des militants et des adhérents, le repli sur les syndicats ou les sections et même la création de syndicats autonomes, ce qui affaiblit considérablement la CFDT, la vide de militants dynamiques et de nombreux adhérents ».

(*) Parmi les signataires, une dizaine de syndicats de la métallurgie ainsi que de nombreux syndicats de cheminots, Hacuitex, des PTT, de l'EDF, de la santé, de la construction-bois.

Aux portes du congrès

Mercredi matin, devant les portes du congrès, les « suspendus » d'Usinor-Dunkerque diffusaient aux congressistes un tract ironiquement intitulé *« supplément à Syndicalisme hebdo »*. Le tract répondait aux arguments de la FGM en matière de magouilles financières, paru justement dans *Syndicalisme hebdo* du 3 mai 1979. Puis à 12 h 30, avec les exclus des PTT de Lyon-gare et des militants de la BNP, ils tenaient une conférence de presse, seul moyen à leur disposition, car la possibilité de s'exprimer leur est refusée dans la presse et les instances CFDT.

« Nous sommes les premières victimes du recentrage, les problèmes de fric ne sont qu'un prétexte » a indiqué Claude Bernard.

LES PREMIERES VICTIMES DU RECENTRAGE

Rappelant de façon très précise les diverses accusations de détournement de fonds, Claude Bernard et d'autres militants d'Usinor ont rappelé leur refus de voir aménager les restructurations dans la sidérurgie, leur volonté de longue date d'œuvrer à la coordination des luttes et de réfléchir aux moyens pour y parvenir. *« Les seuls à exclure sont ceux qui collaborent avec le patron »* concluait sur ce point Claude Bernard. Mais les militants d'Usinor ne baissent pas les bras, ils continuent le travail dans les ateliers. *« Nous faisons encore des adhésions et nous sommes décidés à rester à la CFDT »* ajoutaient ces militants. De leur côté, la FGM et les métaux de Dunkerque ont tenté de monter en ligne : par des interventions justifiant le « recentrage » (du genre *« Nous, on recentre depuis 1973 et cela ne nous fait pas rougir »*). Ils ont justifié aussi les attaques contre la section d'Usinor-Dunkerque y compris par des calomnies...

Lors d'une conférence de presse, ceux qui ont suspendu la section d'Usinor ont bien évidemment évacué le problème de fond : pour eux *« il n'y a qu'un problème de fric et le reste est une manœuvre politique »*.

La section d'Usinor-Dunkerque est bel et bien un des aspects du « recentrage ». La bataille des congressistes s'est cristallisée sur ce problème, mercredi elle est loin d'être terminée : à travers les différents votes qui vont intervenir, elle va se poursuivre dans ce congrès.

Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité !

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

Agression contre un militant CGT à Longwy

DANS la nuit de mardi à mercredi, un militant de la CGT a été l'objet, de la part de quatre individus appartenant à l'association *« L'avenir du pays-haut »*, d'une agression. Cette association assure la propagande du patron des forges de Gorcy, Labbé. Ce militant portait un foulard autour du cou, un foulard avec l'emblème de la radio de la CGT *« Lorraine cœur d'acier »*.

Alors qu'il avait interpellé les quatre individus en leur demandant pourquoi ils n'osaient pas distribuer leurs tracts en plein jour, ils se sont jetés sur lui et l'ont roué de coups. Il a dû être conduit à l'hôpital ; il serait blessé à la colonne vertébrale. Cet acte de type fasciste a suscité parmi les sidérurgistes une indignation légitime. Le vrai responsable de cet acte, au-delà des hommes de main, n'est autre que celui qui les emploie : Labbé. Ce n'est pas un hasard si cet acte a été commis alors qu'une campagne est orchestrée contre la grève à l'aciérie. Après les CRS, les hommes de main : tout est bon au patronat pour tenter de faire capituler les travailleurs.

Quand le procès des coupables devient celui de la victime

LA victime qui devient l'accusée : c'est ce qu'on a vu hier au procès des tortionnaires d'Ali Abdoul, ce travailleur immigré séquestré et sauvagement torturé à Toulouse, il y a quelques mois. Les trois tortionnaires accusés, Michel Pujol, Thierry Neveu et Hervé Auguste, ont visiblement les faveurs de la justice.

Hervé Auguste est aussi accusé d'avoir tiré, en mai 1978, un coup de révolver 7,65 sur Bernard Meliet, militant du Comité pour le boycott de la Coupe du monde en Argentine. Le procureur s'est contenté d'accuser Meliet.

Pour ce qui est de l'affaire Ali Abdoul, le procureur Maigre a requis des peines pour les deux parties, tenant des propos insultants pour Ali Abdoul : *« C'est la presse qui a déformé l'affaire, c'est la police qui s'est vexée d'avoir été entravée dans son travail, c'est Abdoul qui a exagéré, son aventure lui a tourné la tête, il s'est cru une vedette parce que lui, le petit Arabe, avait « son » avocat (...). A t-on fait tant d'histoires lorsqu'on a coupé le doigt du baron Empain ? »*.

Insultant aussi, l'avocat des trois nervis qui a dit : *« Ces gens-là manient plus facilement le couteau que nous et n'ont pas le même respect de la vie »*.

Même l'avocat d'Ali Abdoul s'est vu accusé d'être à gauche ! Le procureur devait demander 3 ans de prison pour chaque accusé et... l'interdiction de séjour à Toulouse pour Ali Abdoul. Les avocats d'Ali Abdoul et de Bernard Meliet ont démontré point par point la culpabilité des accusés. *« Il y a dans toute cette affaire de la torture, du racisme, de la barbarie, de la violence et des actes de basse police (...) »* ont-il déclaré. Ils ont demandé que l'affaire soit jugée devant les assises. Le jugement a été mis en délibéré et sera rendu le 16 mai.

L. C.

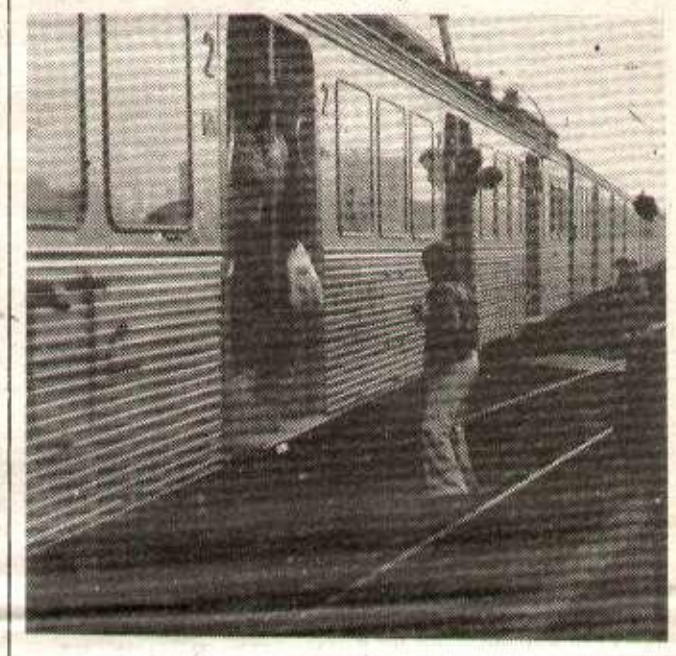
La Courneuve

Action pour l'emploi des ouvrières de Sonolor

JEUDI 10 mai à 6 h 42, à l'appel de l'union locale CGT de La Courneuve, plus de cent travailleurs (Sonolor, Rateau, SNIAS, Northom, Pouyet) ont bloqué, durant un quart d'heure, les trains en gare d'Aubervilliers. Des tracts ont été distribués dans les wagons par les ouvrières de Sonolor, expliquant la lutte contre les licenciements que veut leur imposer le trust ITT. Des bombages ont été faits sur les trains : *« ITT chômage, Sonolor vivra »*. En signe de solidarité, des machinistes — bloqués — ont actionné leur klaxon.

(Photo HR)

(Photo HR)



(Photo HR)

Le PCML a tenu une conférence nationale pour examiner son activité à la campagne

LES 21 et 22 avril, s'est tenue à Paris avec succès une conférence nationale pour examiner et débattre des grandes orientations de l'activité du parti à la campagne. Cette conférence réunissait des cadres et militants du parti, paysans, ouvriers agricoles et autres. Elle était présidée par notre secrétaire général Jacques Jurquet et la commission paysanne du comité central.

LA PRÉPARATION

Cette conférence est la première du parti consacrée à ce secteur d'activité. Elle a été convoquée par le comité central à la suite d'une décision du IIIe congrès du parti (février 1978). Elle a été préparée par les cellules du parti, notamment les cellules rurales et par les comités locaux et de régions, par l'étude d'un long rapport d'orientation du comité central. Ce document avait été à la disposition des militants courant février 1979. Dans le cadre de la préparation de la conférence, une réunion de militants paysans du parti début mars était convoquée par la commission paysanne du comité central pour faire le point sur plusieurs importantes questions, comme le bilan d'activités des cellules rurales, le travail syndical et le marché commun agricole.

Dans les deux mois qui ont précédé cette conférence nationale, les responsables du comité central pour le travail à la campagne avaient également rencontré la grande majorité des cellules rurales du parti pour recueillir leur opinion sur les différentes questions posées au développement du parti, au renforcement de ces cellules, à leurs multiplications, ainsi qu'à leur enracinement dans la vie locale.

LES PARTICIPANTS

L'un des buts essentiels de cette conférence étant de mobiliser le parti, des cellules au comité central, sur l'importance de développer nos activités à la campagne, les délégués se répartissent de la façon suivante : un tiers de militants paysans ou ouvriers agricoles, un tiers de militants de cellules rurales et un tiers de responsables de comités locaux ou de régions, région parisienne y compris. La conférence était présidée par notre secrétaire général Jacques Jurquet et par trois militants — dont un paysan — membres du comité central et de sa commission paysanne.

Pratiquement toutes les régions du pays étaient représentées, avec une plus large représentation du grand ouest du pays.

Les militants paysans présents sont adhérents à divers syndicats (Paysans-Travailleurs, fédération ou Modef) et organisations professionnelles.

Avant de commencer ses travaux, la conférence a rendu hommage par une minute de silence à la mémoire de notre camarade Arthur Chave, petit paysan du Vaucluse, le premier à avoir rejoint nos rangs, décédé le 5 avril dernier.

LA DISCUSSION

Plusieurs sujets étaient proposés aux débats. Au centre de ceux-ci, celui portant sur l'importance de la place et du rôle de la paysannerie laborieuse de notre pays, tant en ce qui concerne le processus qui amènera des changements politiques fondamentaux en France, qu'en ce qui concerne l'édification d'une société nouvelle, socialiste.

Les autres sujets essentiels portaient sur les problèmes posés au développement de l'activité politique des cellules rurales, sur le travail syndical et sur les améliorations et les moyens de celles-ci à apporter à la *Faucille*.

La quasi-totalité des délégués sont intervenus en assemblée générale de la conférence abordant en bloc ces différents sujets et discutant des orientations proposées par le comité central. Il est ainsi clairement apparu que les questions soulevées, notamment à propos du développement du parti, rejoignaient celles discutées, une semaine auparavant, lors de la VIIe session pleinière du comité central — voir à ce propos dans ce numéro le communiqué du secrétariat du comité central sur cette session.

Sur l'importance de la place et du rôle de la paysannerie laborieuse, sur la nécessité pour notre parti de se développer à la campagne, une très large unité de vue s'est dégagée de la discussion.

En ce qui concerne le bilan des cellules rurales existantes, le centre des discussions a porté sur les problèmes de leur renforcement et de leur enracinement dans la vie politique locale. A ce sujet, de nombreuses interventions soulignèrent l'importance d'apporter des réponses concrètes à la situation politique actuelle, ainsi que de disposer d'un programme de réforme agraire socialiste montrant concrètement la politique que notre parti veut suivre dans un régime réellement socialiste en France pour l'intérêt des paysans laborieux et des masses populaires des villes et des campagnes.

Sur ces deux questions, travail à la campagne et cellule rurale et sur le travail syndical et le journal, les discussions furent concrétisées par le travail de quatre commissions chargées de rédiger des résolutions.

Quatre résolutions ont ainsi été élaborées et votées en assemblée générale. Chacune étant adoptée après discussion à l'unanimité.

UNE INSTANCE DÉMOCRATIQUE DU PARTI

Une telle conférence, d'après les statuts de notre parti, a essentiellement une valeur consultative. C'est une assemblée de militants de tous échelons, concernés par un secteur d'activité, réunis pour étudier une série de problèmes précis et faire des propositions concrètes au comité central et au parti.

Ainsi, la discussion, les résolutions seront discutées à une prochaine session du comité central qui exerce entre chaque congrès la direction du parti, pour tracer définitivement pour la période actuelle les grandes orientations de l'activité politique et pratique du parti à la campagne. Une telle conférence constitue donc une instance de la vie démocratique dans le parti.

Signalons encore que la nouvelle loi d'orientation de la politique agricole définie par Giscard-Barre a été abordée par la conférence, notamment en ce qui concerne la manière dont notre parti mènera la bataille contre une telle loi. Nous y reviendrons dans nos prochains numéros dès que des décisions précises auront été prises.

Lucien NOUVEAU

Attentat contre un militant de la CGT

MARDI 8 mai, vers trois heures la voiture d'un militant CGT, Maurice Lourdez a été détruite par une explosion, devant son domicile de la rue des Lilas à Mitry-Mory en Seine-et-Marne. Cet attentat odieux a été revendiqué par un « *reseau honneur de la police* ». Dans une lettre anonyme, ce « réseau » fait allusion au 23 mars et à l'arrestation du policier « le Xuan » par le service d'ordre de la CGT: « *Il s'agit d'un avertissement à l'encontre de la CGT... Les policiers de tous grades solidaires se préparent désormais à assurer eux-mêmes leur défense, ils en ont les moyens* ».

Voilà que, maintenant, ceux qui tous les jours matraquent, tabassent les travailleurs, se posent en victimes. Il faut dire que ces messieurs n'aiment pas être pris en flagrant délit,. Or, l'arrestation du policier-provocateur Le Xuan, le 23 mars alors qu'il poussait à la casse n'a pas plu à tout le monde. De même, le 1er Mai, par recoupement de photos, un des gros bras qui avait attaqué les ouvrières des Blanchisseries de Grenelle, a été reconnu derrière les CRS, toujours en civil. On ne peut dire, précisément, qui est derrière cet attentat. Mais ses instigateurs ont voulu intimider les travailleurs qui, à chaque lutte, se trouvent face aux mêmes flics. Nous protestons contre cet attentat, les coupables doivent être retrouvés.

LC

Du 12 mai au 3 juin

4e festival des travailleurs immigrés

Une dimension européenne

Communiqué de presse (extraits).

LA Maison des Travailleurs Immigrés a déjà organisé quatre festivals en France : le premier à Suresnes (1975), le deuxième (1976) et le troisième (1978) dans toute la France. Les nombreuses manifestations culturelles de ces festivals ont attiré l'attention sur l'insécurité où vivent les travailleurs immigrés.

Cette année, à l'initiative de la Maison des Travailleurs Immigrés (MTI), le 4e festival aura une dimension européenne : 7 pays seront concernés (La France, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suède). Le gala d'ouverture se tiendra à Paris le 12 mai 1979 et celui de la clôture, le 3 juin à Strasbourg, siège du Parlement européen. Il y aura un gala au moins dans chaque pays.

Le 4e festival veut permettre aux 12 millions d'immigrés des différents pays d'Europe de s'exprimer et de s'unir pour obtenir l'égalité des droits avec les travailleurs nationaux :

- Droit au travail ;
- Droit au séjour ;
- Droit à la sécurité ;
- Droit de vivre en famille ;
- Droit à la différence ;
- Droit à l'expression ;
- Droits sociaux, syndicaux et politiques ;
- Droit de choisir le moment de retourner dans nos pays.

Une trentaine de comités de soutien se sont déjà constitués à travers la France : Paris et région parisienne, Strasbourg, Lyon, le Havre, Bordeaux, Nancy, Châlon-sur-Saône, Creusot... La solidarité entre travailleurs des pays d'accueil et immigrés s'est exprimée dans la participation de diverses associations et organisations françaises et européennes.

Le 4e festival sera l'occasion pour insister sur le fait que les travailleurs immigrés sont éloignés de l'élaboration des décisions qui les concernent, qu'*ils ne sont pas les responsables de la crise et du chômage, qu'ils ne veulent pas faire les frais de la construction européenne.*

Les travailleurs immigrés affirment leur opposition à tous les moyens mis en œuvre par les gouvernements pour les pousser à partir. Le 4e festival sera l'occasion d'affirmer le droit des travailleurs immigrés de vivre dans le respect de leur personnalité.

Le 4e festival se veut donc une expression de *l'identité* de la population immigrée et un *appel* à tous les travailleurs immigrés et aux Associations de solidarité et de soutien à l'union dans la lutte.

Pour tout renseignement, s'adresser à la Maison des Travailleurs Immigrés, 46, rue de Montreuil, 75011 PARIS.
Tél : 372-75-85

Avec le Parti

L'Humanité Rouge à la foire de Brétigny-sur-Orge

DU samedi 12 au lundi 14 mai, à Brétigny-sur-Orge, dans l'Essonne, sur la foire commerciale, pour la quatrième année, le stand de l'*Humanité rouge*. Les militants du PCML répondront à toutes les questions que se posent les travailleurs de la région. Ils s'efforceront de dénoncer le chômage et les licenciements dans l'Essonne. En solidarité avec les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine, le stand affichera le slogan « *Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité* », « *Du travail pour tous* ». Une exposition permanente ainsi qu'un montage audio-visuel expliqueront la situation de la sidérurgie. Outre les classiques du marxisme-léninisme, des romans progressistes et la presse chinoise, un très grand nombre de livres pour enfants, des papiers découpés et des posters seront mis en vente au profit de la souscription des 40 millions pour le quotidien et le soutien aux sidérurgistes.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

(Photo HR)

Le stand des travailleuses de Lou à la foire du Printemps de Grenoble.

Lou à Grenoble : des femmes en lutte

« *LOU doit vivre* », c'est ce qu'on peut lire sur le stand des travailleuses de Lou à la foire du printemps à Alpexpo, stand avec exposition, vente d'articles et information sur la lutte des Lou.

Malgré la difficulté de quatre mois d'occupation pour ces ouvrières, quand on voit tous les problèmes qui se posent pour les enfants, les maris, la lutte continue.

Une ouvrière le dit : « *J'ai des problèmes avec mon mari depuis que j'occupe ; il ne comprend pas car il n'a jamais travaillé en usine, il ne se rend pas compte de l'importance de notre lutte. Il dit que ça ne sert à rien d'occuper, que ma place est à la maison et que je devrais m'occuper de mon fils au lieu de venir ici... On se dispute. Mais je viens tout de même car c'est important de faire ce que nous faisons* ».

En discutant avec un travailleur au stand — il n'y avait qu'une dizaine d'hommes à Lou, il en reste deux ou trois qui occupent —, celui-ci reconnait : « *Au début, on* (les hommes) *se demandait si les femmes allaient suivre. Mais maintenant, elles s'accrochent drôlement...* ». Eh oui, les ouvrières de Lou montrent de l'obstination.

Fin mai, les locaux sont en fin de location. Les ouvrières s'attendent à ce que Bellanger, l'ex-patron de Lou, leur réclame les machines, en particulier les presses pour « Confection 2 000 » (ou on découpe des pièces au ciseau !).

En fait, qu'est-ce que « Confection 2 000 » ? Une société non-enregistrée avec 20 000 F de capital et qui vient juste de se créer. Chez Lou, on soupçonne (sans doute avec raison) qu'il ne s'agit que d'une magouille pour finir d'écouler le stock en toute tranquillité.

Du 7 au 12 mai se tient une semaine de dialogue sur le thème « femmes et travail », organisée par le Centre social, la MJC de la Capuche, la maison de l'enfance du quartier de la Capuche et les travailleuses de Lou.

Beaucoup de films et des dialogues auront lieu chez Lou.

Correspondant

CENTRE DE TRI DE ROUEN

Norbert frappe

12 suspendus : Motif, participation à la grève

Rouen Correspondant

APRES l'intervention des flics puis le licenciement d'un auxiliaire, l'administration tente de nouveau l'épreuve de force. « *On s'attendait à des trucs, mais pas de cette ampleur* » dit-on à la CFDT. « *Ces suspensions peuvent amener au conseil de discipline après enquête. Quant aux auxiliaires, ils n'ont aucun recours* ». Intimidation ou sanction ? Toujours est-il que les décisions ne se prennent pas au niveau départemental mais au ministère. Mardi, l'assemblée générale a voté. Un préavis de grève est déposé pour mercredi, jeudi et vendredi. Se cantonner au centre ? Non. Les postiers veulent donner une dimension plus grande au conflit, une audience plus large. Du soutien aussi.

Fanch LE GWEN

MONTPELLIER

Des faits plus parlants que des discours

C'ETAIT décidé, les habitants de Phobos devaient se retrouver devant la mairie de Montpellier pour rencontrer les responsables de l'OPAC (nouvelle appellation de HLM).

Phobos (voir un numéro antérieur de l'Humanité rouge) où habitent des centaines de familles de travailleurs immigrés d'origine maghrébine à 80 %.

Depuis leur construction, les bâtiments présentent de terribles et nombreuses malfaçons : des gouttières, des infiltrations d'eau, de mauvaises aérations qui rendent de nombreux logements presque inhabitables ; les habitants, alors, se mobilisent, s'organisent dans la CSCV (Syndicat du cadre de vie), manifestent pour habiter dans des logements décents. C'est la moindre des exigences quand on paie son loyer et des charges !

Après d'innombrables promesses de l'OPAC obtenues sous la pression et l'action des habitants, des travaux sont mis en route. Mais quels travaux ? Pas ceux demandés par les habitants : la peinture des escaliers, des façades, le nettoyage des caves, bref des travaux nécessaires mais secondaires, du tape-à-l'œil qui n'améliore pas le bien-être des habitants.

Alors, sur les marchés de la ville, avec des tracts et des panneaux, les habitants et la CSCV affirment une fois de plus leur détermination de ne pas accepter ce qu'impose l'OPAC. C'est pourquoi, avec un car spécial ou en voiture, une quarantaine d'habitants sont venus à la mairie pour rencontrer les responsables de l'OPAC.

Ces messieurs, membres de la municipalité Union de la gauche de Montpellier, malgré les promesses n'étaient pas là ! Et pourtant le directeur de l'OPAC lui-même avait répondu par écrit que ses collaborateurs recevraient les habitants de Phobos !

Combien de temps ces messieurs croient-ils qu'ils vont pouvoir se moquer ainsi des habitants de Phobos ?

Malgré tout, c'est surtout seuls et à l'abri derrière des portes de verre fermées à clé qu'ils sont courageux : ainsi, ce conseiller municipal, devant les habitants, essayant très poliment d'excuser ses collègues et puis derrière la porte insultant un des locataires : « *Oh ! vous, ça suffit ! Allez dessouler !* »

Pendant trois heures, les habitants ont attendu le maire, M. Frêche (PS), ou un de ses conseillers, il était 9 h du soir, il faisait froid, et personne n'avait mangé. Bien sûr, personne ne s'est montré.

Tous ont alors décidé de faire un tract pour dénoncer de telles attitudes inadmissibles de le distribuer au défilé du 1er Mai et de demander au directeur de l'OPAC de venir les voir dans leur cité mercredi 2 mai.

Correspondante Languedoc-Roussillon

CORSE

Des flics, encore des flics !

IL y a un peu plus d'une semaine, M. Barbeau, directeur de la gendarmerie et de la justice, est venu en Corse pour visiter les gendarmeries de l'Ile. Au cours d'une conférence de presse, M. Barbeau a « *déploré le manque de gendarmeries* » et a annoncé une série de propositions « *constructives* ».

En effet, dans un délai de deux ans seulement, quatorze gendarmeries seront construites, de nombreuses gendarmeries seront rénovées, mais nous direz-vous, on n'a jamais vu de gendarmeries sans gendarmes... Rassurez-vous, M. Barbeau a pensé à tout : 80 gendarmes supplémentaires seront nommés principalement dans les villages, 150 seront affectés pour l'été.

Coût de l'opération : deux milliards anciens. Certes, les mauvaises langues diront, par exemple, que dans une ville comme Ajaccio, les HLM, les crèches, les foyers pour jeunes manquent alors que, jusqu'à présent, les Corses ne sentaient pas spécialement un « manque de gendarmes », bien au contraire.

A l'issue de son voyage, M. Barbeau s'est déclaré « réconforté ». Mais ses gendarmes n'arrêteront pas les barbouzes du RPR qui, il y a quelques jours encore, menaçaient en plein jour, avec des pistolets, des militants autonomistes diffusant un tract dénonçant les actions des hommes de main du pouvoir.

Le renforcement du corps de gendarmerie est, à coup sûr, un renforcement des forces de répression au moment où les procès des patriotes corses sont imminents, au moment où la solidarité du peuple corse s'organise et se prépare.

Correspondant

BLOC-NOTES

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

l'Humanité rouge bimensuelle est parue

Ce numéro comprend un reportage complet des journées de solidarité organisées par le PCML à Dunkerque et Denain, les 29 et 30 avril.

Un dossier réalisé par Claude Lebrun sur l'Érythrée : « *La guerre secrète de l'URSS* ». Plusieurs pages sont réservées à la récente visite de Giscard en URSS.

Dans sa partie magazine, Frédéric Lachaise a interviewé un réalisateur du festival du cinéma du tiers monde. Pierre Valsa présente « *Écoute s'il pleut* », un collectif de chanteurs qui ont une certaine idée de la chanson.

En vente auprès des militants de l'*Humanité rouge* de votre connaissance.

Dans *l'Humanité rouge* bimensuelle No 54, une malencontreuse coquille s'est glissée dans le discours de Jacques Jurquet au rassemblement de Dunkerque, le 29 avril. Il faut lire : « *Permettez-moi de tirer très sommairement quelques enseignements de ce que nous sommes venus apprendre DES travailleurs* » et non « aux travailleurs ».

BORDEAUX

Fête-Forum sur la liberté d'expression, sur la culture et l'argent.

Cette fête est organisée par l'Association pour la défense et l'extension des libertés (21, rue Lalande, Bordeaux-33 000. Tel : 91 87 16), le samedi 12 mai à la salle Jean Lurçat à Begles.

Présence du théâtre de l'*Héliotrope*, des *Tafurs*, du groupe *Urria*, etc. Une fête des enfants aura lieu de 14 à 18 heures.

MARSEILLE

Un après-midi-exposition, musique, débat sur l'Amérique latine.

Ce continent est-il si loin ? Quand on connait la place du Crédit Lyonnais en Amérique latine, de Renault en Argentine, de Péchiney-Ugine-Kuhlmann au Chili, les investissements de Lafarge et des Constructions métalliques de Provence au Brésil et au Mexique, des armements français sur ce continent.

Le samedi 12 mai

Centre culturel – Cours Julien à Marseille

– 15 : Exposition, concert par un guitariste urugayen ;

– 17-19 h : Débat avec la participation d'économistes français et latino-américains.

Entrée gratuite, libre participation aux frais. Cet après-midi est organisé par le comité régional Provence de liaison et d'information sur l'Amérique latine.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 61 — Paris Cédex 18.

NOM. . . . . Prénom. . . . . .

Profession . . . . . .

Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drufène
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

ITINERAIRES DE RUPTURE AVEC LE PCF

Il militait au Parti communiste français. Parce qu'il était en désaccord et qu'on lui refusait la parole, il a démissionné avant le XXIIIe Congrès. Découragé ? Pessimiste ? «Non !» pour Emile Jaffré

«Il faut continuer la lutte»

(Photo HR)

Emile JAFFRE

Guidel, six kilomètres de Lorient. Un bourg que la proximité de la ville a fait grandir. En ce samedi après-midi, le temps s'est mis au beau fixe. La 2 CV de Romain Le Gall a compris qu'un petit détour par la côte ne serait pas déplacé. Arrivée chez Émile : en grande forme. Pas du tout *« fatigué »* ni *« paranoïaque »* comme l'a dit un certain dirigeant local du PC. Non. Serein et confiant dans l'avenir. Tout l'après-midi, on discute : l'adhésion ; les désaccords ; l'exclusion ; la lutte qui continue.

Y. Dagorn : Ton adhésion au Parti communiste français remonte à 1976. Pourquoi y es-tu entré ?

E. Jaffré : Par hasard et pas par hasard. Je suis chauffeur routier. C'est un métier très dur. Quand tu regardes la réalité, ce métier n'a pas de raison d'être si dur. Pourquoi être obligé de travailler comme des esclaves, alors qu'il y aurait des possibilités de travailler autrement. Pourquoi travailler des heures et des heures, alors qu'il y a tant de chômage. J'y ai réfléchi, et ça m' a amené à me révolter.

Je lisais *l'Humanité-dimanche* Je trouvais ça intéressant; car ça reprenait l'aspiration des gens. J'en suis venu à me poser la question : pourquoi pas moi...

Je me suis pointé à la fête du 1er Mai, pour acheter les textes du XXIIe congrès. On m'a proposé l'adhésion. J'ai réfléchi et j'ai adhéré un mois après. Avec le secrétaire de la section de Ploemeur, on a fondé une cellule à Guidel. Je me suis retrouvé d'emblée secrétaire de cellule.

Je voyais que ça ne collait pas

YD : Tu te sentais à l'aise au PC ?

E. J. : Je me suis engagé à fond: Mais je voyais tout de même que ça ne collait pas. Il n'y avait pas de camaraderie. Le comportement des gens qui avaient des responsabilités dans le parti, ça ne collait pas. Il y avait des salopards qui faisaient des vacheries. Ça ne correspondait pas à l'esprit de ce que doit être un communiste.

Par contre, j'ai aussi rencontré des gars très bien, prêts à la lutte. Mais ces gars-là sont noyés dans le bain.

YD : Tu as commencé à te poser des questions ?

E.J. : Au départ : des points de détail. Les questions de fond, c'est venu après mars 1978. L'accord du 13 mars, par exemple, pour moi c'était louche.

En comparant avec les points de rupture de 1977, je constatais que ce qu'on acceptait en mars 1978 était minable à côté de ce pour quoi on s'était battu. Avec ça, en 1978, on pouvait faire le socialisme ; avec un peu plus, en 1977, on ne pouvait pas ! Je n'étais pas d'accord avec ce gen genre d'accord opportuniste.

Je l'ai fait savoir lors de la première réunion de secrétaires de cellule en avril 1978. J'ai remarqué publiquement que cet accord était un accord bassement électoral, qui servait à préserver les sièges de députés. Armand Guillemot (membre du Comité central du PCF - NDLR) m'a répondu : *« Il vaut mieux 86 députés que 10 »*. Je lui répond aussi sec : *« Oui, et quand on aura 246 députés, on aura fait la révolution ! »*.

J'avais aussi soulevé le problème de nos rapports avec la jeunesse. *« Le communisme, c'est la jeunesse du monde ! »* disait Gabriel Péri. Je m'interrogeais sur les raisons qui font que la jeunesse en lutte ne fait plus confiance à un parti qui, en principe, devrait prendre l'avenir de la jeunesse en main.

Autre question encore. Pourquoi toutes ces avances du PC en direction des patrons de petites et moyennes entreprises. Ce n'est que par parternalisme et pour mieux les exploiter que les petits patrons font parfois les yeux doux à leurs ouvriers. Et c'est à ces gens-là qu'il fallait tendre les bras ! Je sais ce que c'est de se coltiner un petit patron et, croyez-moi, il faut être solide pour mener la lutte.

Le PCF a une stratégie réformiste

Y.D. : A travers tout ça, c'est toute la stratégie du PC que tu remettais en cause.

E.J. : Le PC se proclame encore parti révolutionnaire, alors qu'il a une stratégie réformiste. La voie de la violence, je ne sais pas si c'est la solution. Mais au moins, il faut que les choses soient claires : que le PC dise clairement qu'il ne se bat plus pour la révolution socialiste. En effet, le PC propose une voie réformiste avec en prime l'alliance avec un autre parti réformiste. Et aujourd'hui, il a beau dire que *« le PS a viré à droite »*, il continue à réclamer l'alliance avec lui.

Y.D. Le PC n'est plus, à ton avis, et c'est aussi le nôtre,, un parti révolutionnaire. Au niveau de l'organisation du parti lui-même, quelles en sont, à ton avis, les conséquences ?

E.J. : Dans les cellules du parti, c'est à la fois simple et compliqué. Au départ il faut voir sur quelles bases on fait les adhésions. On fait des adhésions à la pelle. Ainsi viennent au PC des gens qui souvent ne sont ni des révoltés — ni des révolutionnaires — et qui n'ont aucune envie de se battre. Beaucoup de ces camarades, qu'on a fait adhérer dans les fêtes, ne viennent pas aux réunions, ne lisent pas la presse du parti. Bien souvent, ils finissent par s'en aller. Où ils restent au parti en lui faisant une confiance aveugle.

Prêts à recruter n'importe qui pour augmenter les effectifs

Y.D. Tu poses là toute la question de la formation de militants communistes...

E.J. : Tout est fait pour empêcher les discussions. Les dirigeants du PC sont prêts à recruter n'importe qui pour maintenir les effectifs. Leur objectif : préserver l'appareil avec ceux qui sont d'accord, en les maintenant dans l'inconscience politique. Préserver l'appareil aussi avec les gars qui sont tenus du fait, en particulier, que leur emploi dépend des municipalités, par exemple. J'ai vu ainsi des gens à genoux devant les dirigeants. Ils espèrent préserver leur boulot en adhérant pour être bien avec le maire. Je n'ai jamais toléré qu'on rampe devant un patron.

La formation ? Il y a bien les stages. Dans le Parti, ce n'est pas conçu réellement pour former gens — mais uniquement pour les maintenir mobilisés.

Les stages d'éducation, c'est du bidon. On y pose jamais les vraies questions. Et ils préfèrent laisser partir les militants critiques parce qu'ils dérangent. Quand tu commences réellement à réfléchir, tu n'as plus ta place au PCF !

La question de l'agression vietnamienne au Cambodge

Y.D. Lorsque tu as commencé à parler de tes divergences, ça s'est passé comment dans ta cellule ?

E.J. : Lorsque j'ai dit que je n'étais plus d'accord sur tout, mes camarades ne disaient pratiquement rien. Lorsque j'ai commencé à amener des preuves, ils sont tombés d'accord avec moi sur pas mal de points.

J'ai dit que je n'étais pas d'accord avec le fait que *l'Humanité* présente l'agression vietnamienne au Cambodge comme une libération. Je leur fournissais des exemples : je comparais avec la Tchécoslovaquie ; je comparais avec la manière dont Hitler avait mis Pétain au pouvoir en France. Ils étaient d'accord.

D'autant plus que *L'Huma* présentait l'intervention chinoise au Vietnam comme une invasion. Sur le coup, je me suis beaucoup interrogé sur cette intervention. Aujourd'hui, je pense que le fait d'intervenir pour obliger l'URSS à cesser d'influencer les pays du sud-est asiatique, ça se comprend. Car il est bien évident que l'URSS est derrière le Vietnam: C'est clair pour celui qui veut voir la simple réalité. Mais pour quelqu'un qui ne lit que *l'Huma*, c'est toujours agression d'un côté, llibération de l'autre.

Nous poursuivrons demain la publication de l'interview d'Émile Jaffré. Les question abordées dans la seconde partie concernent son exclusion et les perspectives de lutte qui sont aujourd'hui les siennes.

**Les intertitres sont de la rédaction.*

(Photo HR)

Emile Jaffré en discussion avec Romain Le Gal, militant du PCMI.